

Extrait du Spyworld Actu

<http://ks3094133.kimsufi.com/spip.php?article1114>

# Profession : mercenaire français en Irak

- Terrorisme - France -



Date de mise en ligne : vendredi 25 novembre 2005

---

Spyworld Actu

---

Londres, septembre 2004. Les locaux d'une société de sécurité, dirigée par un ancien officier d'infanterie français, sont le théâtre d'auditions un peu particulières. Cheveux ras, physiques impressionnants... Tous Français, les hommes qui défilent devant une petite assemblée de recruteurs ont des profils similaires : anciens de la Légion, des commandos ou des paras. Entre autres faits d'armes, ils ont soutenu le président congolais Denis Sassou Nguesso, combattu à Madagascar, ou fondé une école de krav-maga, le sport de combat israélien, dans le sud de la France... La société de sécurité, qui recrute au nom de commanditaires souvent américains ou britanniques, leur propose une mission de 45 jours, rémunérée 7 000 livres (10 200 euros), afin de protéger des sites sensibles en Irak. Tous, bien sûr, sont désireux de rallier Bagdad - où la France a refusé d'envoyer des troupes aux côtés des forces américaines. Le business est rentable, et l'ancien militaire français a la cote sur ce marché florissant.

Selon la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qui a rédigé plusieurs rapports sur le sujet à la mi-novembre, "37 ressortissants français seraient actuellement employés par sept sociétés de sécurité privée en Irak". Pour les services secrets français, "la réputation des anciens militaires français en fait des recrues estimées par les sociétés militaires privées étrangères, qui apprécient leur pratique des situations de crise, la qualité de leur contact avec les populations locales et leur bonne connaissance des milieux dits exotiques".

En octobre 2005, c'est la société américaine Executive Security and Aviation Solutions (ESAS) qui lançait une campagne de recrutement en France, afin de dénicher une cinquantaine de gardes de sécurité. Glenn F., [es noms des anciens militaires ont été volontairement supprimés pour leur propre sécurité] un ressortissant américain, titulaire d'une carte de résident français, ancien déserteur de la Légion, jouait les intermédiaires, avec l'aide de Peter H., autre ancien légionnaire. Il suffisait, pour s'inscrire, d'envoyer par e-mail son CV à l'adresse électronique de Glenn F.

Les services surveillent étroitement l'univers du mercenariat français. Les anciens militaires représentent un vivier d'informateurs privilégiés. Ils ont accès à des milieux très fermés. En outre, la DGSE peut ainsi anticiper d'éventuels coups d'Etat, en signalant, ici ou là, l'embauche en grand nombre d'anciens soldats, pour des causes plus ou moins avouables.

Très prisés sur le marché de la sécurité en Irak, les mercenaires français travaillent donc pour une demi-douzaine de sociétés, essentiellement anglo-saxonnes. Huit d'entre eux ont été embauchés par Unity Resources Group (URG). URG recrute quasi exclusivement d'anciens légionnaires du 2e REP (régiment étranger de parachutistes). L'un de leurs chefs d'équipes, un homme de 36 ans, né en Tchécoslovaquie (devenue République tchèque), avait fait partie, en septembre 2000, des gardes du corps du général Robert Gueï, éphémère président de la Côte d'Ivoire. L'un de ses coéquipiers, un ancien de la Légion, a été tué dans une embuscade, le 16 avril. Depuis le début des activités des sociétés de sécurité privées (SSP) en Irak, la DGSE a recensé quatre morts de nationalité française. Selon une estimation réalisée par les services secrets en juin 2005, les pertes des sociétés de sécurité, toutes nationalités confondues, atteindraient le chiffre de 238 personnes, pour un effectif global de 50 000 hommes, employés par quelque 400 sociétés.

Reste que le contingent français en Irak se réduit peu à peu. Ils étaient 63 en juin 2005. Ils ne sont donc plus que 37. Outre URG, on dénombre, par exemple, quatre Français au sein de la SSP britannique Erinys, huit autres chez Hart Group Ltd, quatre encore au sein d'Aegis, et un autre chez Kroll.

Cette évolution à la baisse semble surtout due à la dégradation des conditions de sécurité, notamment à Bagdad. Mais les anciens militaires français se méfient aussi des méthodes utilisées par leurs employeurs. La DGSE pointe des "dysfonctionnements graves au sein des sociétés : inadaptation des moyens confiés aux équipes attaquées, absence d'assistance aux familles lors de décès...". Avec, en outre, "un durcissement du contrôle de ces SSP de la part de l'Etat irakien".

Enfin, en Irak comme ailleurs, la mondialisation a ses effets secondaires. Dans un marché très concurrentiel, les agents de sécurité provenant de pays en voie de développement trouvent facilement preneurs. Quitte à permettre à des insurgés irakiens d'infiltrer les effectifs des SSP. Les recrutements obéissent parfois à de curieux critères. Les services de renseignements soulignent que les SSP américaines ont embauché cet été "d'anciens membres des Forces libanaises (FL), appréciés pour leur haine des musulmans et leur expérience de la guérilla en milieu urbain". Les rémunérations ont de quoi faire naître les vocations : 10 000 dollars par mois, plus une forte indemnité versée à la famille en cas de décès.

La seule société française à évoluer sur le marché irakien s'appelle Allied International Consultants and Services (AICS). Elle protège en majorité des journalistes francophones, et tente d'imposer ses méthodes de travail particulières. "On est arrivés sur place en février 2004, se souvient son responsable à Bagdad, Jean-Philippe L., lui-même ancien militaire. Les Anglo-Saxons, c'est vrai, procèdent différemment. Ils sont très visibles, très agressifs. Nous, on travaille plus le profil, on est plus discrets. Et surtout, on essaye de travailler avec les Irakiens." AICS engage des assistants irakiens, souvent d'anciens militaires formés en France dans les années 1980, pour négocier avec les chefs de tribu.

"On ne peut pas concurrencer les boîtes anglo-saxonnes, remarque Jean-Philippe L., on ne ramasse que les miettes. Jamais une société américaine ne fera appel à nous. Alors on tente de se démarquer." AICS a escorté une équipe de la BBC jusqu'à la frontière koweïtienne, quand Erinys, dans le même temps, emportait un contrat de 40 millions d'euros avec le ministère irakien du pétrole. Cette SSP britannique assure la protection d'ingénieurs américains travaillant au sein de la Gulf Regional Division, et sécurise une zone dangereuse contrôlée par la rébellion, près d'Al-Qaim. Un Français de 38 ans travaillait encore très récemment pour Erinys. Il avait occupé le poste de commandant du secteur de la raffinerie de Bayji, avant de s'effacer. Il était, selon les services de renseignement, menacé de mort.

Autre SSP en pointe, Aegis, qui compte d'anciens militaires et diplomates de haut rang dans son conseil de surveillance, a "gagné", elle, un contrat de 293 millions de dollars lancé par le Pentagone. Parmi ses hommes d'élite, un Français de 28 ans, qui a fait partie des mercenaires présents en Côte d'Ivoire, auprès des forces legalistes, de 2002 à 2003. Ce terme de "mercenaires" irrite AICS. "On ne fait pas du mercenariat, assure Jean-Philippe L., on ne fait pas la guerre. On gagne quand on ne tire pas un coup de feu. Je ne demande pas à mes hommes d'être des Rambos".

Vivant dans le centre de Bagdad, bredouillant quelques mots d'arabe, dissimulant au mieux leurs armes, les hommes d'AICS jouent la carte de la modestie. Et cultivent un certain art de vivre à la française. "Mes hommes, je les trouve en France, grâce au bouche-à-oreille, précise Jean-Philippe L. On a un vivier d'anciens de l'Irak, dans lequel on puise, au gré des besoins. Je veux des types qui ne sont pas excités, sympas avec le client." Et conscients des risques.